

**REPUBLIQUE DU TCHAD**



**UNITE-TRAVAIL-PROGRES**

---

**MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET  
DIRECTION GENERALE DU BUDGET**

**RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE  
L'ETAT AU PREMIER TRIMESTRE 2016**

31 octobre 2016

## I. INTRODUCTION

Le Budget général de l'Etat pour l'exercice 2016, s'est exécuté au cours du 1<sup>er</sup> trimestre dans un environnement économique international marqué par une faiblesse générale de la demande mondiale, ce qui a eu pour conséquence de dégrader les perspectives de croissance à court terme. Ainsi, selon les dernières estimations du FMI d'avril 2016, l'économie mondiale devrait enregistrer une croissance de 3,2% en 2016 contre 3,1% en 2015. Dans les pays avancés, l'expansion de la production se stabiliserait à 1,9% en 2016 alors que dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance est attendue à 4,1 % en 2016 contre 4 % en 2015 (taux le plus bas depuis la crise financière de 2008–2009).

Quant à l'inflation, elle devrait rester modérée tant dans les pays avancés (0,7% en 2016 contre 0,3% en 2015), que dans la plupart des pays émergents et des pays en développement (4,5% en 2016 contre 4,7% en 2015), sous l'effet conjugué de la baisse du prix du pétrole et des prix des produits de base.

Dans l'espace sous régional CEMAC, le FMI escomptait une légère reprise cette année avec une croissance de 4,7% en 2016. Malheureusement, la croissance devrait se situer autour de 2 % en 2016, contre 2,8 % en 2015 et 4,8 % en 2014. L'inflation devrait se stabiliser autour de 2,4% en 2016 contre 2,6% et 2,7% respectivement en 2014 et 2015.

Au plan national, la situation économique reste marquée par la poursuite de la baisse des prix du pétrole et la lutte contre le terrorisme dans le bassin du Lac-Tchad qui influe négativement sur nos finances publiques. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel en 2016 atteindrait -3% contre 3,1% une année plutôt.

Le présent rapport a pour objet de présenter la situation d'exécution du Budget de l'Etat au terme du premier trimestre 2016, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses de l'Etat.

## **II. SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT A FIN MARS 2016**

### **1. REALISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT**

Prévues pour un montant global de 766,166 milliards de FCFA dans la LFI 2016, les recettes totales ont été recouvrées pour un montant de 102,024 milliards FCFA au 31 mars 2016, soit un niveau de réalisation de 13,3% contre 8% à la même période en 2015.

#### **1.1. RECETTES HORS PETROLE**

Les ressources hors pétrole ont été collectées à hauteur de 83,033 milliards de FCFA à fin mars 2016 sur les 470,170 milliards FCFA prévus, affichant ainsi un taux de recouvrement de 15,87% contre 14% un an plutôt.

##### **1.1.1. Recettes Fiscales**

Au 31 mars 2016, les recettes fiscales s'élèvent à 76,680 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 17,82 %. Par rapport à l'objectif de la période, elles enregistrent une moins-value de 6,689 milliards de FCFA.

Au niveau des régies financières, la Direction Générale des Impôts (DGI) a enregistré un montant de 57,589 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 19,84%. Quant à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI), elle a collecté un montant de 19,091 milliards de FCFA, représentant un taux de réalisation de 13,63%. Ces faibles niveaux de mobilisation se justifient par la conjoncture économique actuelle que traverse le pays.

##### **1.1.2. Recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales ont atteint 3,972 milliards de FCFA à fin mars 2016, soit un taux de recouvrement de 9,93% contre 2% à fin mars 2015. Par rapport aux 9,999 milliards de FCFA de prévision trimestrielle, elles dégagent une moins-value de plus de 6 milliards de FCFA.

#### **1.2. RECETTES EXCEPTIONNELLES**

Sur une prévision annuelle de 30 milliards de FCFA, les recettes exceptionnelles se chiffrent à 16,760 milliards de FCFA au 1<sup>er</sup> trimestre 2016. Le taux de réalisation atteint est de 55,86%.

### **1.3. RECETTES PETROLIERES**

Prévues pour un montant de 265,996 milliards dans la LFI 2016, les recettes pétrolières sont arrêtées à 2,331 milliards de FCFA à la date du 31 mars 2016 comprenant uniquement les redevances statistiques. Le taux de réalisation est de 0,9%. Par rapport aux 23,997 milliards de FCFA d'objectif de la période, aucune recette n'est recouvrée par le Trésor public.

## **2. EXECUTION DES DEPENSES DE L'ETAT**

L'analyse de l'exécution des dépenses du Budget général de l'Etat à fin mars 2016, porte essentiellement sur les dotations des Pouvoirs Publics (dépenses de personnel et dépenses de biens et services).

La situation d'exécution des dépenses du budget de l'Etat, gestion 2016 affiche un niveau d'exécution de 99,714 milliards de francs CFA à fin mars 2016, correspondant à un taux de 7% pour une prévision annuelle de 1455,202 milliards de francs CFA, contre un niveau d'exécution de 240,947 milliards de francs CFA à la même période en 2015 ; ce qui correspond à une baisse des dépenses exécutées de 141,233 milliards de francs CFA. En glissement annuel, elles dégagent une baisse de 59%.

### **2.1. Personnel**

Les dépenses de personnel se chiffrent à 94,378 milliards de FCFA à fin mars 2016 sur une dotation initiale de 376,316 milliards (composées de 72,486 milliards de FCFA pour les civils 20,070 milliards de FCFA pour les militaires), soit un taux d'exécution de 25% contre 24% à la même période en 2015.

### **2.2. Biens et Services**

Au terme du 1er trimestre 2016, les dépenses de biens et services ordonnancées s'élèvent à 5,336 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 69,818 milliards de francs CFA, représentant ainsi, un taux de réalisation de 8% contre 16% à la même période en 2015, correspondant à un montant ordonnancé de 10,786 milliards de francs CFA. Comparées à la même période en 2015, les dépenses de fonctionnement enregistrent une baisse de 5,450 milliards de francs CFA, soit un taux négatif de 51%.

### **2.3. Transferts et Subventions**

A la date du 31 mars 2016, aucun engagement n'a été réalisé au titre des dépenses de transferts et subventions.

#### 2.4. Dépenses d'investissements sur ressources intérieures

Cette catégorie de dépenses n'a pas connu d'exécution à fin mars 2016.

Fait à N'Djaména, le

Le Ministre des Finances et du Budget

**MBOGO Ngabo Seli**

